

ÉGYPTÉ

26 soldats tués ou blessés dans des attaques au Sinaï

Vingt-six soldats égyptiens ont été tués ou blessés hier dans une vague d'attaques, dont des attentats à la voiture piégée, contre plusieurs points de contrôle dans le nord du Sinaï, une région troublée où sévit le groupe djihadiste Etat islamique (EI).

Dans un communiqué, l'armée égyptienne a indiqué avoir riposté à ces attaques «terroristes» commises par des combattants extrémistes en tuant une quarantaine d'assaillants.

«Des soldats ont été victimes d'attentats à la voiture piégée qui ont tué ou blessé 26 d'entre eux», a affirmé l'armée dans un communiqué.

Des ambulances ont été dépêchées sur les lieux des attaques au sud de la localité

de Rafah, proche de la frontière avec la bande de Ghaza, ont précisé des responsables de la sécurité.

Depuis que l'armée a destitué en 2013 le Président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, des groupes extrémistes - notamment «Province du Sinaï» qui a prêté allégeance à l'EI - ont multiplié les attentats visant les militaires et les policiers, en tuant des centaines, principalement dans la péninsule du

Sinaï. «Province du Sinaï» a également revendiqué un attentat à la bombe ayant coûté la vie, le 31 octobre 2015, aux 224 occupants d'un avion transportant des touristes russes après son décollage de Charm el-Cheikh, station balnéaire située dans le sud du Sinaï.

Mais contrairement aux djihadistes en Irak et en Syrie, la branche égyptienne de l'EI a échoué à s'emparer de territoires habités. En juillet 2015, un assaut lancé pour occuper la petite ville de Cheikh Zouweid avait été repoussé par l'armée.

Les militaires égyptiens rasant souvent des habita-

tions à la frontière avec la bande de Ghaza pour créer une zone-tampon et détruire les tunnels clandestins tandis que des points de contrôle parsèment les routes reliant la péninsule au reste de l'Egypte.

Ces mesures de sécurité n'ont toutefois pas empêché l'EI de commettre des attentats meurtriers ailleurs dans le pays, notamment contre les Coptes. Le groupe djihadiste a menacé cette communauté chrétienne d'autres attaques.

La communauté copte, la plus importante et l'une des plus anciennes du Moyen-Orient, représente environ 10% des quelque 90 millions

d'Égyptiens. L'EI a revendiqué des attentats-suicide contre deux églises coptes au nord du Caire (45 morts) début avril et une autre attaque-suicide contre une église au cœur de la capitale (29 morts) en décembre 2016.

Après la double attaque d'avril, le Président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a déclaré l'état d'urgence pour trois mois - prolongé en juin - et accusé les djihadistes de vouloir semer la division dans le pays en s'en prenant aux minorités.

La communauté chrétienne égyptienne a reçu en avril le soutien du pape catholique François qui avait plaidé au Caire pour le dialogue entre musulmans et chrétiens. Il avait rencontré le pape copte orthodoxe Tawadros II et le grand imam d'Al-Azhar et s'était rendu dans l'église visée en décembre.

L'Unesco inscrit Hébron sur sa liste du patrimoine mondial en péril

L'Unesco a déclaré hier la vieille ville d'Hébron, en Cisjordanie occupée, «zone protégée» du patrimoine mondial en tant que site «d'une valeur universelle exceptionnelle en danger», s'attirant les foudres d'Israël.

La question de l'inscription d'Hébron sur la liste du patrimoine mondial était l'enjeu d'un affrontement acerbe entre Israéliens et Palestiniens.

La décision du Comité du patrimoine mondial de l'Unesco est une «souillure morale», a immédiatement réagi le ministère

israélien des Affaires étrangères, tandis que les Palestiniens saluaient un «succès» de leur diplomatie.

Douze membres du Comité réuni à Cracovie, dans le sud de la Pologne, ont voté pour l'inscription, six se sont abstenus et trois ont voté contre. Vu l'absten-

tion, la majorité requise était de dix voix. Hébron abrite une population de 200 000 Palestiniens et de quelques centaines de colons israéliens, retranchés dans une enclave protégée par des soldats près du lieu saint que les juifs appellent tombeau des Patriarches et les musulmans mosquée d'Ibrahim.

Les Palestiniens estiment que le site est menacé en raison d'une montée «alarmante» du vandalisme contre des propriétés

palestiniennes dans la vieille ville, qu'ils attribuent aux colons israéliens.

Les responsables israéliens estiment que la résolution sur Hébron, qui qualifie cette ville «d'islamique», nie une présence juive de 4 000 ans.

Le tombeau des Patriarches abriterait la dépouille d'Abraham, père des trois religions monothéistes, de son fils Isaac, de son petit-fils Jacob et de leurs épouses Sarah, Rebecca et Léa.

Un juge américain reporte à nouveau les expulsions d'Irakiens

Un juge fédéral américain a décidé de reporter les expulsions des ressortissants irakiens vivant aux Etats-Unis pour 14 jours supplémentaires, estimant toujours qu'ils risquaient d'être torturés ou tués en cas de retour dans leur pays d'origine.

Le magistrat Mark Goldsmith, siégeant à Detroit, dans le Michigan, a ainsi prolongé jeudi une précédente suspension des expulsions de 1 444 Irakiens, qui devait arriver à terme le 10 juillet.

«Les allégations portées ici sont que les détenus risquent d'être confrontés à des conséquences extrêmes, graves, telles que la mort, la persécution et la torture» s'ils étaient renvoyés dès aujourd'hui dans un Irak ravagé par la guerre, a-t-il affirmé.

«Un tel tort pèse bien plus lourd que tout intérêt que le gouvernement pourrait avoir» dans sa décision d'expulser ces personnes.

La suspension des expulsions concernait dans un premier temps la minorité chrétienne des Chaldéens d'Irak, 100 d'entre eux ayant été arrêtés lors d'un coup de filet de la police de l'immigration dans le nord des Etats-Unis. Le juge Goldsmith a ensuite élargi la suspension à l'ensemble des ressortissants.

Les habitants de Benghazi soulagés après la «libération» de leur ville

«Je serai enfin en mesure de rentrer chez moi. Je peux mourir tranquille maintenant», lance Saïd al-Mabrouk, 72 ans, délogé depuis trois ans par les djihadistes de sa maison à Benghazi, ville reconquise par les forces loyales à l'homme fort de l'Est libyen.

Habitant du quartier Al-Sabri, cheikh al-Mabrouk dit toutefois en avoir «payé le prix cher», après avoir perdu un fils dans les combats au sein des forces du maréchal Khalifa Haftar.

Comme cet homme, des milliers d'habitants de Benghazi sont descendus dans la rue dans la nuit de mercredi à jeudi pour fêter la victoire sur les groupes djihadistes dans la deuxième ville du pays plongé dans le chaos depuis des années.

Des centaines de voitures ont défilé, musique à fond, dans un concert assourdissant de klaxons, provoquant des bouchons monstres, sous un ciel illuminé par des feux d'artifice.

Libération totale

Mercredi soir, le maréchal Khalifa Haftar a annoncé la «libération totale» de la ville après plus de trois ans de combats meurtriers avec les

groupes extrémistes.

Ses forces armées sont venues à bout des derniers djihadistes qui étaient cernés depuis plusieurs semaines dans leurs derniers repaires, dans les quartiers de Soug-al-Hout et al-Sabri, dans le centre de la ville.

L'armée interdit encore aux habitants de retourner chez eux dans ces deux quartiers, par crainte de mines et autres engins explosifs laissés par les djihadistes.

Mais Alia Hamad dit avoir été en mesure de rentrer dans sa maison à Soug-al-Hout, sous la protection des militaires. «Nous avons pu récupérer nos documents et ce que nous avons de plus précieux», se félicite-t-elle.

Elle espère que «la prochaine étape sera consacrée à la résolution de la crise politique et l'amélioration des conditions de vie des citoyens» qui font face à une pénurie de liquidités et une hausse de prix sans précédent, outre l'insécurité.

En 2014, le maréchal Haftar avait lancé une opération qu'il a appelée «Dignité» pour reprendre Benghazi, bastion de la révolution libyenne de 2011 qui chassa du pouvoir le dictateur Mouammar Kadhafi.

La ville était, après la révolution, tombée aux mains des djihadistes. Et depuis, des combats quasi-quotidiens y opposaient les forces pro-Haftar aux groupes extrémistes, laissant des quartiers en ruine.

Respirer un peu

«Benghazi entre aujourd'hui dans une nouvelle ère de paix, de sécurité, de réconciliation (...) et de reconstruction», a dit le maréchal Haftar lié à un gouvernement parallèle non reconnu basé dans l'Est libyen.

Le militaire conteste le pouvoir du Gouvernement d'union nationale basé à Tripoli et reconnu par la communauté internationale. Ce dernier, qui peine à élargir son influence au reste du pays livré aux milices armées, n'a pas commenté la «libération» de Benghazi.

«Il est temps qu'on respire un peu maintenant. Durant les trois dernières années, nous avons

vécu une ambiance de guerre et de terreur (...) Nous en avons marre de la guerre. Il faut que nous reconstruisions notre pays maintenant», lance Amal al-Gamati, 26 ans.

«Nous sommes plus en sécurité maintenant», renchérit Sawssen, 20 ans, habillée à l'occidentale, écouteurs aux oreilles. «Nous avons peur de sortir sans se couvrir la tête», dit-elle en sirotant son café dans un parc d'attractions ouvert récemment.

Non loin, Aziza Agouri, 62 ans, regarde au ciel, tentant de repérer un avion de chasse qui passait au-dessus du parc. Elle aussi, dit avoir été chassée de sa maison dans le quartier d'Al-Sabri.

«Nous allons enfin revenir à nos quartiers détruits. Nous allons essayer de les reconstruire après avoir exterminé cette bande de criminels», dit-elle.

L'ambassadeur britannique en Libye, Peter Milet, s'est félicité de «la libération de Benghazi» sur son compte Twitter. «Le terrorisme n'a pas sa place en Libye. Espérons que cela apportera paix, sécurité et prospérité pour les gens de Benghazi.»